

Photo by Fileen Pan on Unsplash

Une nouvelle version du Tableau de bord d'IDEA... pour une nouvelle crise

Prendre le pouls du Luxembourg au moment où s'ancre une crise aussi inédite que ses conséquences sont incertaines, voilà l'objectif de ce Tableau de bord économique et social mensuel « nouvelle formule ».

Mêlant des indicateurs de court et de moyen terme, ce Tableau de bord offre un aperçu sur les évolutions de l'activité économique dans les principaux secteurs du pays, mais aussi sur les conséquences sociales et financières de cette nouvelle crise.

Avant le choc provoqué par le COVID19, l'économie luxembourgeoise était dans une phase que l'on pourrait qualifier de « décélération tranquille », avec des difficultés dans le secteur industriel et un ralentissement du marché de l'emploi. Mais la pandémie et les mesures de confinement ne seront pas sans impact sur l'économie. Une première estimation du PIB par le STATEC, se basant sur « une seule vague » de confinement, prévoit une récession de l'ordre de 6% pour 2020 et un rebond de 7% en 2021. Sur base de cette prévision, le gouvernement, qui a mis en place un plan de stabilisation de l'ordre de

17,5% du PIB, prévoit un déficit budgétaire de près de 5 milliards d'euros en 2020.

Les indicateurs d'activité économique montrent un plongeon particulièrement marqué dans le secteur des services (non-financiers) et du commerce. Si la construction était à l'arrêt complet pendant plusieurs semaines, les carnets de commandes restent fournis. Du côté de la place financière la baisse de l'activité serait moins marquée. Mais les actifs des fonds (OPC) ont fortement reculé en mars (-11,1%), en raison de la baisse des marchés financiers, mais aussi d'un mouvement de repli des investissements.

Une hausse du chômage s'est matérialisée dès le mois de mars, malgré le recours inédit au chômage partiel (qui concerne 30% des salariés). A moyen terme, des indicateurs comme le chômage de longue durée et le recours au REVIS seront à suivre pour mesurer les effets sociaux de cette crise.

Au premier trimestre 2020, le PIB de la zone euro a marqué un recul de 3,8%, une baisse historique comme celles enregistrées en France (-5,8%) ou en Belgique (-3,9%). Pour 2020, la Commission européenne prévoit une récession de 7,7% dans la zone euro.

Zoom sur... l'évaluation du niveau d'activité pendant le confinement

	% dans la valeur ajoutée	Impact	
		En %	En point de % de VAB
Agriculture	0,2	-10	0
Industrie	7,6	-47	-3,6
Construction	5,6	-90	-5
Commerce	8,1	-39	-3,2
Transports et entreposage	5,4	-60	-3,2
Horeca	1,5	-90	-1,4
TIC	10,4	-20	-2,1
Activités financières	23,9	-10	-2,4
Activités immobilières	8,4	-17	-1,4
Services aux entreprises	12,5	-21	-2,6
Service à dominante non-marchande	17,8	-5	-0,9
Economie totale	100		-25,8

Pour évaluer le niveau d'activité pendant le confinement, le STATEC utilise diverses sources (enquêtes patronales, demandes de chômage partiel, trafic routier, consommation d'électricité, etc.). Il en résulte une estimation de baisse de valeur ajoutée de l'ordre de 26%, avec de forts contrastes selon les secteurs.

En outre, dans une [enquête](#) réalisée au cours de la 2^{ème} semaine d'avril par la Chambre de Commerce, 58% des entreprises répondantes estimaient avoir complètement arrêté leur activité.

Source : STATEC, Conjoncture Flash Avril 2020

SOMMAIRE

La Tableau de bord repose sur 22 indicateurs répartis sur 5 piliers : l'activité économique, le marché du travail, la situation sociale, les finances publiques et l'environnement économique européen et grand régional.

Indicateurs		Dernières données disponibles	
1. Activité économique			
1	Production industrielle	Avril 2020	P3
2	Activité dans la construction	Avril 2020	P3
3	Activité dans les services non-financiers	Avril 2020	P3
4	Facteurs limitant l'activité dans les services non-financiers	2 ^{ème} trimestre 2020	P4
5	Activité dans le commerce	Avril 2020	P4
6	Actifs des fonds (OPC)	Mars 2020	P4
7	Produit bancaire	4 ^{ème} trimestre 2019	P4
8	Chômage partiel	Avril 2020	P5
9	Inflation	Mars 2020	P5
2. Marché du travail			
10	Evolution de l'emploi	Mars 2020	P5
11	Evolution du chômage	Mars 2020	P6
12	Postes vacants à l'ADEM	Mars 2020	P6
3. Indicateurs sociaux - ménages			
13	Chômage de longue durée	Mars 2020	P6
14	Indice de confiance des consommateurs	Avril 2020	P7
15	Crédits immobiliers accordés aux ménages	4 ^{ème} trimestre 2019	P7
4. Finances publiques			
16	Rendement des emprunts publics	Mars 2020	P7
17	Compte financier des administrations publiques	4 ^{ème} trimestre 2019	P8
18	Recettes et dépenses de l'administration centrale	Novembre 2019	P8
5. Environnement européen - Grande Région			
19	Activité dans la zone euro (industrie et services)	Mars 2020	P8
20	Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France	1 ^{er} trimestre 2020	P9
21	Chômage dans la zone euro, Allemagne, Belgique et France	Mars 2020	P9
22	Demandeurs d'emploi dans la Grande Région	Mars 2020	P9

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

<p>Production industrielle</p> <p>Avril 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Depuis 2019, les indicateurs de production industrielle étaient déjà sur une tendance baissière au Luxembourg. - Au mois d'avril, le solde d'opinions sur l'évolution de la production chute pour atteindre son plus bas niveau depuis avril 2009. - L'enquête montre également des perspectives très dégradées pour les 3 prochains mois (78% des entreprises prévoient une baisse de l'activité et 59% une baisse de l'emploi). - Le STATEC estime la baisse de la valeur ajoutée industrielle à 47% pendant le confinement. 	<p>Estimation de la tendance récente de production dans l'industrie (solde d'opinions)</p>
<p>Activité dans la construction</p> <p>Avril 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Bien que les chantiers aient été arrêtés entre le 20 mars et le 20 avril, les estimations d'évolution de l'activité des entreprises du secteur sur les 3 derniers mois marquent un recul « modéré » (59% la jugent en baisse, 38% stable et 3% en hausse). - Les carnets de commande sont jugés élevés par 18% des entreprises, normaux pour 68% et faibles pour 6%. - Si l'emploi devrait rester stable pour 71% des entreprises, il devrait baisser pour 23% d'entre elles. - Le STATEC estime la baisse de la valeur ajoutée du secteur à 90% pendant le confinement. 	<p>Activité et carnets de commande de la construction (solde d'opinions)</p>
<p>Activité les services non-financiers</p> <p>Avril 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En avril, l'activité des entreprises du secteur des services non-financiers a marqué un plongeon inédit (solde d'opinions de -64% pour l'évolution des 3 derniers mois). - L'estimation de l'activité pour les 3 prochains mois reste également préoccupante (solde d'opinions de -62%). - L'évolution envisagée de l'emploi du secteur bascule également en territoire négatif (solde d'opinions de -15%, contre +35% en moyenne en 2019). - Le STATEC estime la baisse de la valeur ajoutée à 60% dans les transports et à 90% dans l'Horeca pendant le confinement. 	<p>Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans les services (solde d'opinions)</p>

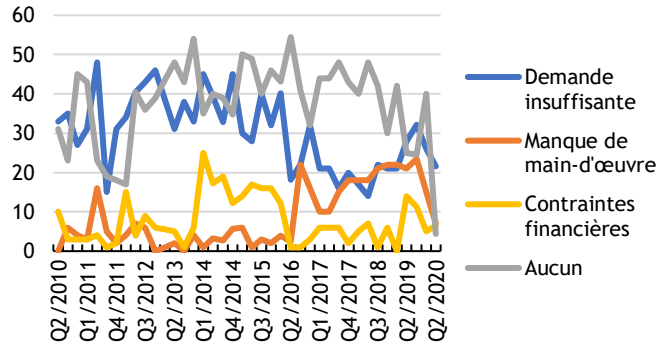
Facteurs limitant l'activité dans les services non-financiers

2^{ème} trimestre 2020

Source : [STATEC](#)

- Depuis 2015, la part des entreprises tertiaires déclarant que leur activité était limitée en raison du manque de main-d'œuvre était passée de 5% à plus de 20%. Pour le 2^{ème} trimestre 2020, elles ne sont plus que 7%.
- Si dans l'enquête du STATEC de janvier dernier 40% des entreprises du secteur estimaient qu'aucun facteur ne freinait leur activité, cette proportion est tombée à 4% dans l'enquête de mars.

Principaux facteurs limitant l'activité dans les services non-financiers (%)



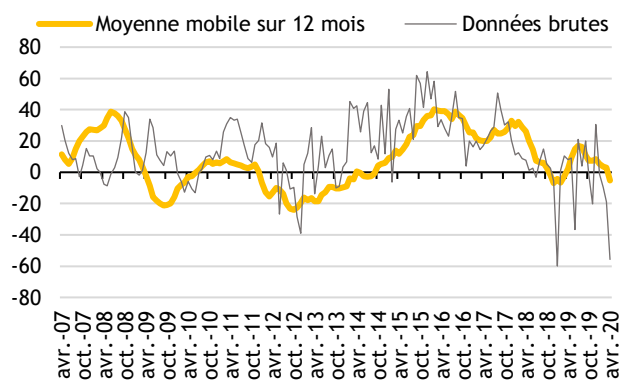
Activité dans le commerce

Avril 2020

Source : [STATEC](#)

- Si la situation dans le secteur du commerce est très contrastée entre les activités « essentielles » (alimentaire, pharmacie...) et les autres, l'estimation de l'activité « générale » dans la branche a marqué une forte baisse en avril (solde d'opinion de -59%).
- L'estimation de l'activité et de l'emploi pour les 3 prochains mois sont également préoccupantes (solde d'opinions de -80% pour l'évolution des ventes et de -56% pour celle de l'emploi).
- Le STATEC estime la baisse de la valeur ajoutée dans le commerce à 39% pendant le confinement.

Evolution de l'activité estimée au cours des 3 derniers mois dans le commerce (solde d'opinions)



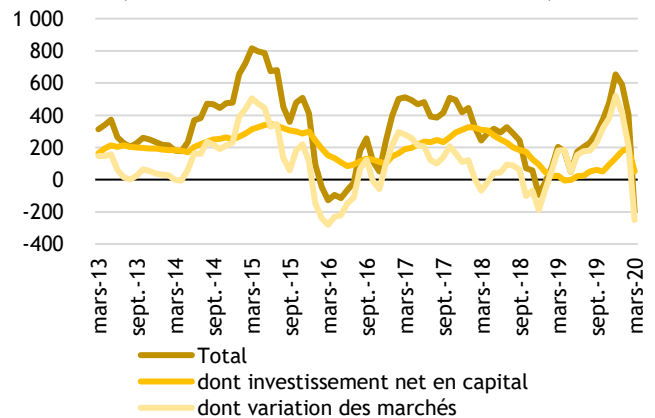
Actifs des fonds (OPC)

Mars 2020

Source : [CSSF](#)

- En mars 2020, la valeur des actifs nets dans les OPC luxembourgeois a reculé de 519 milliards d'euros (-11,1%).
- Sur le mois de mars, la baisse des marchés contribue pour -8,4% à la baisse des actifs et le recul des investissements nets à hauteur de -2,7%.
- En comparaison à mars 2019, la valeur des actifs affiche un recul de 201 milliards d'euros, soit -4,6% (-251 dus à la variation des marchés et +50 dus aux investissements nets).

Variation des actifs des OPC (Mia d'euros, somme mobile sur 12 mois)



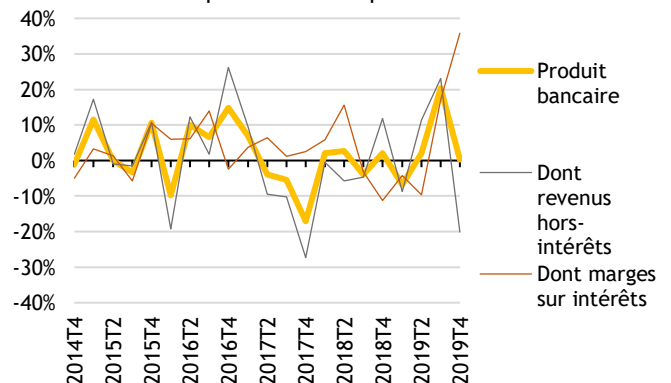
Produit bancaire

4^{ème} trimestre 2019

Source : [BCL](#)

- Les marges d'intérêt et les revenus hors-intérêts (principalement les commissions) représentent respectivement 44% et 56% du produit bancaire luxembourgeois.
- Au 4^{ème} trimestre 2019, les recettes des établissements de crédit étaient stables par rapport à l'année précédente, marqués par une baisse sensible des revenus hors-intérêts (-20%) et une hausse des marges d'intérêts (+36%).
- Sur l'ensemble de l'année 2019, le produit bancaire (12,1 milliards d'euros) progressait de 3,5%.

Evolution par rapport au même trimestre de l'année précédente du produit bancaire



<p>Chômage partiel</p> <p>Avril 2020</p> <p>Source : STATEC, ADEM (données provisoires au 04/05/2020)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Plus de 135.000 personnes étaient concernés par le chômage partiel en avril, soit 31% des salariés. La plupart d'entre eux étaient déjà concernés par le chômage partiel en mars (133.000). - Ce niveau de recours au chômage partiel est historique. D'après le STATEC, au plus fort de la crise de 2009, « seulement » 3,4% des salariés étaient concernés par le chômage partiel. - D'après le Ministère de l'Economie, 15.084 entreprises ont été admises au dispositif au 5 mai et près de 580 millions d'euros d'avances ont été versées depuis le début de la crise. 	<p>Part des salariés en chômage partiel (%)</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Secteur</th> <th>Mars 2020 (%)</th> <th>Avril 2020 (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>Construction</td><td>~80</td><td>~85</td></tr> <tr><td>Horeca</td><td>~75</td><td>~80</td></tr> <tr><td>Activités immobilières</td><td>~45</td><td>~50</td></tr> <tr><td>Commerce</td><td>~40</td><td>~45</td></tr> <tr><td>Industrie</td><td>~35</td><td>~40</td></tr> <tr><td>Autres services</td><td>~30</td><td>~35</td></tr> <tr><td>TOTAL</td><td>~3,4</td><td>~31</td></tr> <tr><td>Transports et entreposage</td><td>~25</td><td>~30</td></tr> <tr><td>Services aux entreprises</td><td>~20</td><td>~25</td></tr> <tr><td>Agriculture</td><td>~15</td><td>~20</td></tr> <tr><td>Arts spectacles, act...</td><td>~10</td><td>~15</td></tr> <tr><td>TIC</td><td>~5</td><td>~10</td></tr> <tr><td>Santé humaine et action...</td><td>~2</td><td>~5</td></tr> <tr><td>Enseignement</td><td>~1</td><td>~2</td></tr> </tbody> </table>	Secteur	Mars 2020 (%)	Avril 2020 (%)	Construction	~80	~85	Horeca	~75	~80	Activités immobilières	~45	~50	Commerce	~40	~45	Industrie	~35	~40	Autres services	~30	~35	TOTAL	~3,4	~31	Transports et entreposage	~25	~30	Services aux entreprises	~20	~25	Agriculture	~15	~20	Arts spectacles, act...	~10	~15	TIC	~5	~10	Santé humaine et action...	~2	~5	Enseignement	~1	~2
Secteur	Mars 2020 (%)	Avril 2020 (%)																																													
Construction	~80	~85																																													
Horeca	~75	~80																																													
Activités immobilières	~45	~50																																													
Commerce	~40	~45																																													
Industrie	~35	~40																																													
Autres services	~30	~35																																													
TOTAL	~3,4	~31																																													
Transports et entreposage	~25	~30																																													
Services aux entreprises	~20	~25																																													
Agriculture	~15	~20																																													
Arts spectacles, act...	~10	~15																																													
TIC	~5	~10																																													
Santé humaine et action...	~2	~5																																													
Enseignement	~1	~2																																													

<p>Inflation</p> <p>Avril 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Depuis mars, l'indice des prix à la consommation est repassé sous la barre du 1%. Entre avril 2019 et avril 2020, il augmente de 0,62%, mais de forts contrastes apparaissent. - Les prix énergétiques continuent d'enregistrer de fortes baisses. Les prix des combustibles liquides ont baissé de 42% sur un an et de 22% sur un mois, ceux des carburants de 21% sur un an et de 13% sur un mois. - En revanche, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 4,3% sur un an. La hausse est particulièrement marquée pour les fruits (+13,5% en un an, +7,3% sur un mois) et les légumes (+9,16% sur un an et +6,5% sur un mois). 	<p>Indice des prix à la consommation national (évolution sur 12 mois en %)</p>
--	--	---

2. MARCHÉ DU TRAVAIL

<p>Evolution de l'emploi</p> <p>Mars 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Malgré une baisse sensible de l'activité économique à partir de la mi-mars, l'emploi continuait de progresser au Luxembourg par rapport à mars 2019, mais à un rythme inférieur (+3%), poursuivant ainsi le « ralentissement » entamé en 2019. - Le nombre de salariés frontaliers progressait à un rythme annuel de 3,5% (contre une moyenne de +4,7% en 2019) et celui des salariés résidents de 2,4% (contre +2,7% en moyenne en 2019). - Le recours massif au chômage partiel et le fait que le confinement n'ait débuté « que » mi-mars expliquent très probablement ces évolutions à « contre-courant » de l'emploi, un indicateur à suivre attentivement au cours des prochains mois, assurément. 	<p>Evolution de l'emploi par rapport à l'année précédente (% , données désaisonnalisées)</p>
---	--	---

<p>Evolution du chômage</p> <p>Mars 2020</p> <p>Source : STATEC</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le taux de chômage s'établit à 6,1%, contre 5,4% en mars 2019. - Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM a en effet « bondi » de 17,4% par rapport à mars 2019 (soit 2.728 chômeurs supplémentaires). - Le nombre d'hommes croît plus vite que celui des femmes (resp. +22,5% et +12,4%) et toutes les catégories d'âge sont concernées par la hausse. - Le nombre de demandeurs d'emploi non-résidents inscrits à l'ADEM (2.971) a quant à lui augmenté de 13,1% sur un an. 	<p style="text-align: center;">Taux de chômage (en %, données désaisonnalisées)</p>
--	--	--

<p>Postes vacants à l'ADEM</p> <p>Mars 2020</p> <p>Source : ADEM</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En mars, 7.400 postes vacants étaient proposés par l'ADEM. Les nouvelles offres publiées (2.412) ont marqué une baisse de 35% par rapport à mars 2019. - Sur les 12 derniers mois, on compte en moyenne 4,8 postes vacants pour 10 demandeurs d'emploi inscrits. 	<p style="text-align: center;">Stock de postes vacants publiés à l'ADEM pour 10 demandeurs d'emploi inscrits</p>
---	---	---

3. INDICATEURS SOCIAUX - MÉNAGES

<p>Chômage de longue durée</p> <p>Mars 2020</p> <p>Source : ADEM</p>	<ul style="list-style-type: none"> - En mars 2020, 7.644 demandeurs d'emplois étaient inscrits depuis plus d'un an à l'ADEM, soit une hausse de 15,2% par rapport à mars 2019. - Cette hausse pourrait s'expliquer à la fois par le ralentissement observé sur le marché du travail mais aussi par un changement des règles administratives liées au passage du RMG au REVIS en 2019. En effet, pour le RMG, seul le chef du ménage était tenu de s'inscrire à l'ADEM quand tous les membres du ménage âgés de 25 ou plus y sont tenus avec le REVIS. 	<p style="text-align: center;">Demandeurs d'emploi résidents inscrits depuis plus d'un an à l'ADEM</p>
---	---	---

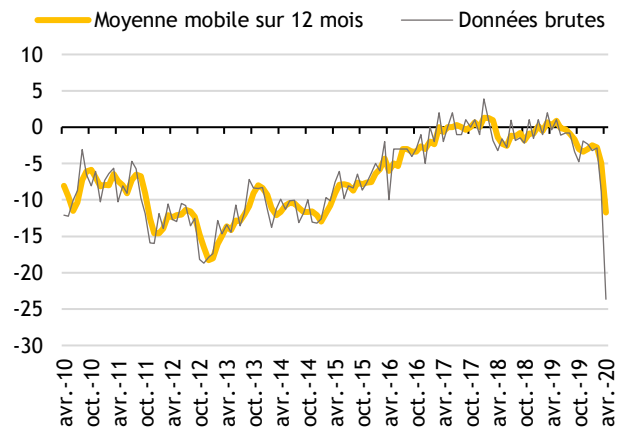
Indice de confiance des consommateurs

Avril 2020

Source : [BCL](#)

- L'indicateur synthétique de confiance des consommateurs s'est fortement dégradé en avril (-24, contre -10 en mars et -3 en février).
- En particulier, la perception des consommateurs sur l'évolution de la situation économique générale des 12 prochains mois et sur l'évolution probable du chômage s'est fortement dégradée.
- Au niveau des comportements des consommateurs attendus, c'est l'intérêt à faire des achats importants qui baisse le plus significativement.

Indice de confiance des consommateurs



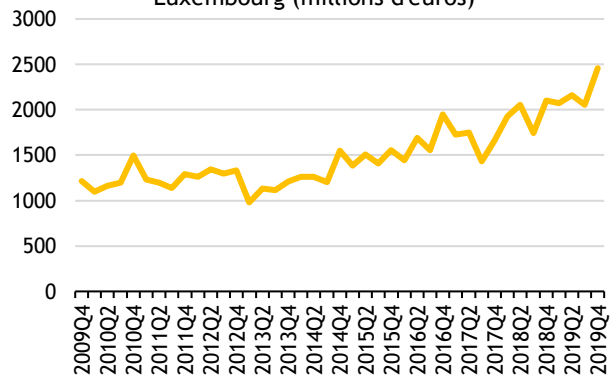
Crédits immobiliers accordés aux ménages

4^{ème} trimestre 2019

Source : [BCL](#)

- Dans le contexte de « surchauffe » des prix de l'immobilier de 2019 (hausse de 11% des prix au 4^{ème} trimestre 2019 par rapport au 4^{ème} trimestre 2018), le volume des crédits immobiliers consentis aux ménages a marqué une forte augmentation sur l'année. 8,7 milliards d'euros ont en effet été contractés, soit une progression de 11,8% par rapport à 2018.
- Il est pour l'heure difficile d'estimer l'impact que pourrait avoir la crise sur le marché immobilier au Luxembourg.

Crédits immobiliers consentis aux ménages résidents pour des immeubles situés au Luxembourg (millions d'euros)



4. FINANCES PUBLIQUES

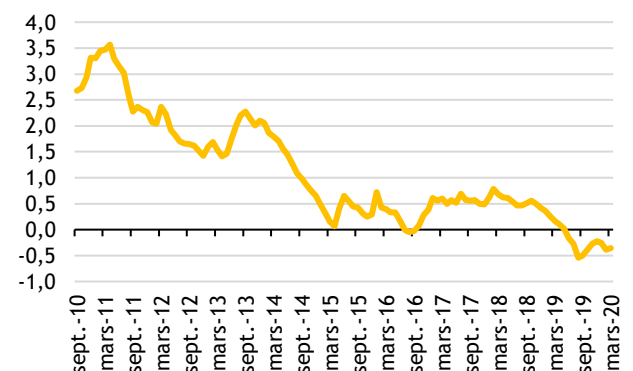
Rendement des emprunts publics

Mars 2020

Source : [BCL](#)

- Le rendement des emprunts publics luxembourgeois est resté en territoire négatif en mars 2020.
- Le 22 avril 2020, le Ministère des Finances a annoncé avoir placé une émission obligataire de 2,5 milliards d'euros (l'équivalent de 3,9% du PIB de 2019) en deux tranches de crédit (1,5 milliard sur 5 ans et 1 milliard sur 10 ans) pour un taux moyen pondéré de -0,035%, des conditions d'emprunt toujours très favorables.

Rendement des emprunts publics luxembourgeois (valeurs moyennes de la période, % annuels)

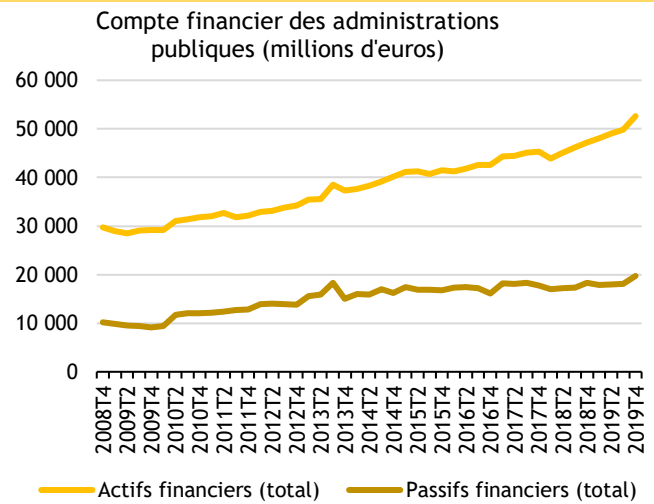


Compte financier des administrations publiques

4^{ème} trimestre 2019

Source : [BCL](#)

- Fin 2019, le total du passif financier des administrations publiques s'élevait à 19,7 milliards d'euros (+7,6% par rapport au 4^{ème} trimestre 2018) dont 10,4 milliards de titres de créance (+17%) et 4,1 milliards de crédits (-3%).
- Le total de l'actif était de 52,6 milliards d'euros (+8% sur un an) dont 23,7 milliards est composé d'actions et de parts de fonds (+4,7%). Les actifs financiers nets s'élevaient à 32,9 milliards d'euros (+10,2% en un an).
- Dans son Programme de Stabilité et de Croissance 2020 (PSC), le gouvernement estime que la dette publique brute des administrations publiques passera de 14 milliards d'euros en 2019 (22,1% du PIB) à 17 milliards en 2020 (28,7% du PIB).

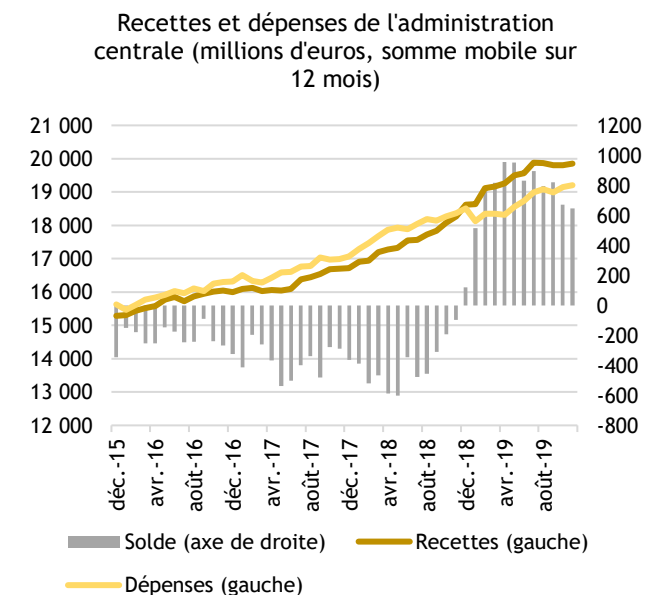


Recettes et dépenses de l'administration centrale

Novembre 2019

Source : [Ministère des Finances](#)

- Sur les 11 premiers mois de 2019, les recettes de l'administration centrale s'élevaient à 18 milliards d'euros, soit une hausse de 7,3% par rapport à la même période en 2018.
- Sur la même période, les dépenses (17,8 milliards d'euros) ont quant à elles progressé de 4,1%.
- Le PSC 2020 du gouvernement prévoit que le solde budgétaire (pour l'ensemble des administrations publiques) passera d'un excédent de 1,4 milliard en 2019 (2,2% du PIB) à un déficit de 5 milliards en 2020 (-8,5% du PIB).



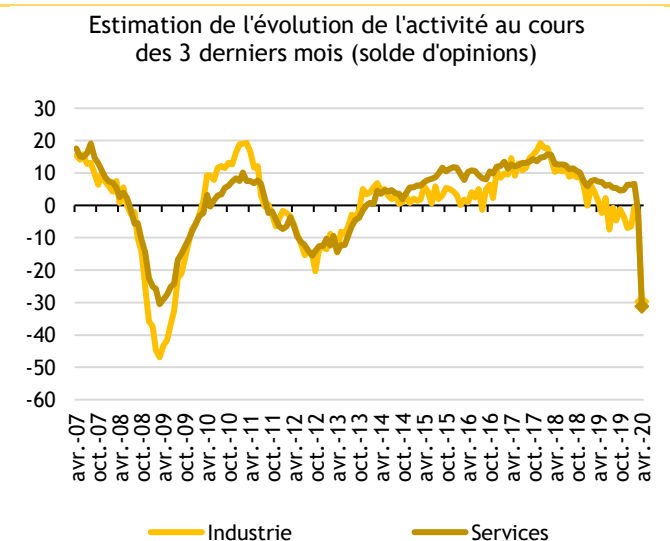
5. ENVIRONNEMENT EUROPÉEN - GRANDE REGION

Activité dans la zone euro (industrie et services)

Mars 2020

Source : Eurostat ([services](#), [industrie](#))

- L'estimation de l'activité au cours des 3 derniers mois fait état de soldes d'opinions très négatifs (-30%) à des niveaux équivalents dans les services et l'industrie.
- Ces niveaux sont équivalents à ceux enregistrés pendant la crise de 2008-2009.
- Concernant l'évolution probable dans les 3 prochains mois, le solde se détériore dans l'industrie (-43%) et plus sensiblement dans les services (-48%), des niveaux jamais enregistrés dans cette enquête.

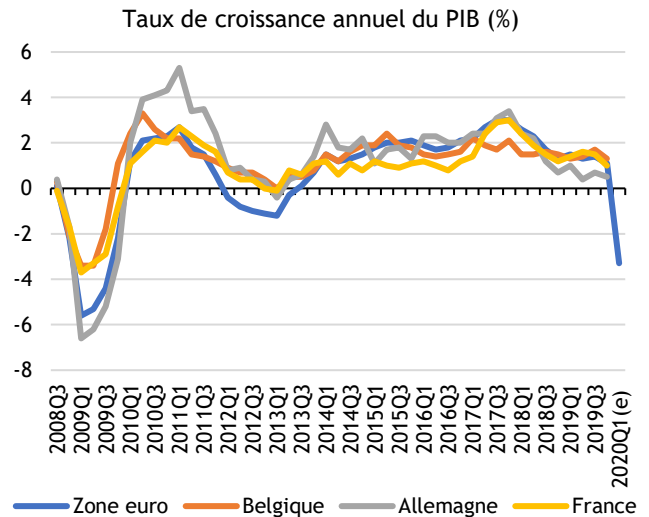


Croissance de la zone euro, Allemagne, Belgique et France

1^{er} trimestre 2020

Source : [Eurostat](#)

- Selon une première estimation d'Eurostat, le PIB de la zone euro a baissé de 3,8% au premier trimestre (-3,3% en variation annuelle).
- Les données par pays pour le 1^{er} trimestre ne sont pas encore publiées par Eurostat. Néanmoins, l'INSEE a estimé la baisse du PIB à 5,8% pour le 1^{er} trimestre en France (-5,4% sur un an) et l'Institut des Comptes Nationaux à -3,9% pour la Belgique (-2,8% sur un an). Les premières estimations pour l'Allemagne seront publiées le 15 mai par DESTATIS.
- Pour 2020, la Commission européenne prévoit une récession de 7,7% dans la zone euro (-7,2% en Belgique, -6,5% en Allemagne et -8,2% en France)

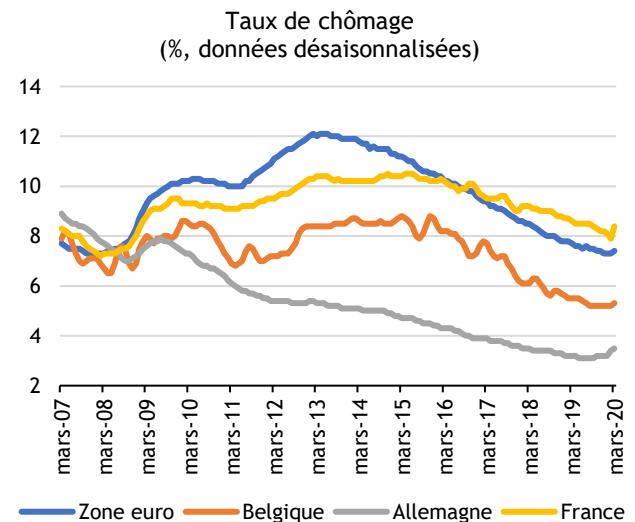


Chômage dans la zone euro, en Allemagne, Belgique et France

Mars 2020

Source : [Eurostat](#)

- Marqué par la généralisation des mesures de confinement sur le « Vieux Continent », le mois de mars a également été marqué par une première hausse du chômage dans la zone euro. Le taux de chômage s'élève à 7,4% (+0,1 point).
- Le nombre de chômeurs a augmenté de 1,6% en un mois. La hausse est plus marquée chez les moins de 25 ans (+2,3%), mais les niveaux restent inférieurs à ceux de mars 2019.
- Sur un mois la hausse est plus marquée en France. La tendance s'était en revanche déjà inversée fin 2019 en Allemagne.



Demandeurs d'emploi dans la Grande Région

Mars 2020

Sources : [ONEM](#), [Pôle Emploi](#), [Arbeitsagentur](#), [STATEC](#).

- En mars, 478 609 demandeurs d'emploi étaient inscrits dans les différentes administrations de l'emploi de la Grande Région, soit une hausse de 3,1% par rapport à mars 2019.
- C'est la première hausse de l'indicateur depuis septembre 2014.
- Toutes les régions sont concernées par l'augmentation du chômage. C'est au Luxembourg qu'elle est la plus importante (+17,4%). Elle est également sensible en Sarre (+7,1%).
- Elle reste plus mesurée en Rhénanie Palatinat (+3,6%) en Lorraine (+2,5%) et en Wallonie (+1,4%).
- En revanche, les premières données disponibles pour avril sont préoccupantes : la hausse annuelle s'accélère en Rhénanie-Palatinat pour atteindre 22,2%, ainsi qu'en Sarre où elle atteint 19,7%.

